

et la réforme sociale et d'en répartir plus équitablement les avantages au sein des populations. C'est là, comme je l'ai dit, le noeud du problème.

Troisièmement, chaque pays doit jouir d'un droit réel à l'indépendance, au non-alignement et à la stabilité sans menace d'ingérence extérieure.

Quatrièmement, il faut reconnaître les exigences de la sécurité de l'hémisphère et, dans cette optique, convenir de ne pas introduire de forces expéditionnaires et d'armes offensives dans la région.

Le défi consiste à trouver les grandes lignes d'une solution qui soit acceptable aux pays de la région et à tous ceux qui s'intéressent au pluralisme et aux droits de l'homme. Mais la distance à franchir entre une entente sur ces principes et d'autres principes généraux, et une solution praticable, est énorme.

Je crois que nous en sommes à une charnière. La "gestion" internationale, dans les mois qui viennent, de la crise en Amérique centrale sera un facteur très important. Les acteurs ne peuvent donc se permettre de s'imposer des positions rigides. Par-dessus tout, il ne faudrait pas prendre d'initiatives qui limiteraient les options des pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes ou qui auraient pour résultat de les rapprocher du bloc soviétique. Un tel rapprochement pourrait d'ailleurs fort bien être l'objectif poursuivi par certains éléments dans la région. De notre côté, nous risquons de devenir les artisans de nos propres prophéties en adoptant des positions qui confondent automatiquement régime de gauche et domination soviétique.

Mais la politique étrangère, de par sa nature, s'élabore sur le long terme. Nous devons nous préoccuper des développements en Amérique centrale non seulement en raison de leur propre importance, mais également parce qu'ils pourraient bien avoir des incidences sur notre pays. Actuellement, le Canada établit, par exemple, d'importants liens politiques et économiques avec le Mexique et le Venezuela, deux pays fort rapprochés de la zone de conflit. Nous devons donc adopter une perspective à long terme et reconnaître que les ondes de choc des événements survenus ailleurs voyagent de plus en plus loin et de plus en plus vite.

En terminant, permettez-moi de rappeler que le Canada est prêt à jouer un rôle actif en vue de résoudre la question. Je l'ai dit clairement à New York il y a deux semaines lorsque j'ai rencontré le secrétaire général des Nations Unies, le secrétaire d'État américain et les ministres des Affaires étrangères du Mexique, du Venezuela et de la Colombie. Je poursuivrai les discussions, fondées sur les principes que je viens de mentionner, avec mes collègues de la région en vue de promouvoir une solution visant une paix durable.

---

S/C